



CSA du mardi 24 Juin 2025

Pour ce dernier CSA de l'année, notre syndicat ne va donner ni dans l'originalité ni dans l'autosatisfaction ou l'échange de congratulations. Effectivement vu le nombre de personnels en souffrance, vu le nombre d'élèves en souffrance, vu les reculs sociaux qui ne cessent d'augmenter, le syndicat que nous sommes ne peut que s'interroger sur son efficacité et tout au moins sur l'efficacité du dialogue social que nous tentons de mener autour de cette table.

Maltraitements, asymétries de traitement, discriminations, souffrance et travail, dégradation des conditions d'apprentissage... Voici ce que nous retiendrons de cette année qui s'achève dans la douleur pour des centaines de personnels, d'élèves ou aspirant-es élèves et parents d'élèves.

- Douleur pour les personnels des collèges Aimé Césaire dans le 18e et Charles Peguy dans le 19e à qui le rectorat vient brutalement d'annoncer fin juin une fermeture de classe de 6e. Les personnels et parents du collège Aimé Césaire sont depuis le jeudi 12 juin mobilisés : grève, rassemblement devant le rectorat, journée collège mort le 19 juin et occupation de l'établissement par les parents d'élèves. Ce qu'ils craignent : une fermeture pure et simple de leur établissement dans quelques années. Un passage à deux divisions en 6e, c'est un coup dur pour un collège : non seulement des personnels vont devoir effectué une partie de leurs heures sur un autre établissement, mais en plus c'est une menace de fermeture à terme. Et ce serait une erreur pour ce quartier, pour le travail fait par les personnels, soucieux du bien être de leurs élèves et reconnus à juste titre par l'institution qui y a inauguré fin 2024 le label 3 du programme pHare.

- Douleurs pour les personnels et élèves du lycée Rabelais qui viennent d'apprendre que c'était la dernière rentrée dans leur lycée. Depuis 2022, la Région IDF a décidé de fermer cet établissement, seul lycée général du 18e, arrondissement qui compte pourtant près de 30 000 élèves. La fermeture brutale à la rentrée 2026, qui pénalise énormément les élèves entrés dans l'établissement en 2024 et 2025, est une décision inique : elle ne permet pas aux élèves une scolarité pérenne. La décision d'un échelonnement de la fermeture, qui sans doute aurait coûté au rectorat ces fameux coûts en marge, aurait été pourtant la plus humaine pour les élèves et leur famille.

- Douleur pour les personnels du lycée Jenatzy qui ont appris l'affectation d'un chef d'établissement qui a défrayé la chronique pour des actes de harcèlement sexuels sur des personnels

- Douleur pour tous les personnels déplacés pour raison de service, les raisons de service étant souvent la volonté d'un-e chef-fe de se débarrasser d'un personnel trop engagé.

- Douleur pour les personnels du lycée Hector Guimard qui subissent un management toxique mais parviennent tout de même à exercer leurs missions avec un engagement remarquable auprès d'élèves qui sont presque tous dans des situations sociales extrêmement difficiles

- Douleur pour les AESH qui subissent les défaillances chroniques du BAE qui n'envoie pas dans les temps impartis, 21 jours, les attestations de salaire à communiquer à la sécurité sociale pour le calcul puis le paiement des indemnités journalière.
- Douleur pour les personnels contractuels qui ont reçu un avis de non renouvellement après 2 ou 3 ans de bons et loyaux services, juste sur la base d'un mauvais rapport ou de mauvaises relations avec un directeur ou une directrice, un-e conseiller-ère pédagogique ou un-e IEN
- Douleur pour les AED non renouvelés en cette fin d'année, qui pâtissent de chefaillons défaillants qui exigent, imposent plutôt que discuter et écouter leurs équipes. Dans certains collèges, comme au collège Alain Fournier, c'est l'ensemble de l'équipe d'AED qui n'est pas renouvelée suite à une décision arbitraire d'une cheffe d'établissement en conflit avec les personnels de son établissement. Malgré leurs alertes au rectorat, la situation s'empire et les AED trinquent.
- Douleur pour les personnels et élèves fragiles qui sont enfermés dans des salles de classe où il fait 35 degrés
- Douleur pour les personnels rased pressurisés qui sont sur 4 ou 5 écoles différentes, font 5 réunions par semaine et doivent trier les élèves à besoins qui leurs sont signalés faute de moyens pour les prendre en charge
- Douleur pour les enfants et parents et équipes pédagogiques qui font face à des listes d'attente d'1 an avant que leur enfant soit pris en charge en CAPP
- Douleur pour les familles dont les enfants doivent être affectés dans des dispositifs ULIS à la rentrée 2025 et sont en attente faute de place
- Douleur pour les enfants et leurs familles qui dorment à la rue ou sont hébergés dans des conditions indignes dans des gymnases parisiens ; lits picots alignés sans séparation entre hommes, femmes, enfants, attaques au couteau, rats, cafards, bruits permanents. Des dizaines d'élèves arrivent épuisés le matin à l'école car ils n'ont pas dormi de la nuit
- Douleur pour les jeunes qui bénéficiaient de feu le dispositif lycéen et ont été remis à la rue ou sont en passe de l'être
- Douleur pour les jeunes catégorisés MNA qui vont à l'école chaque matin après avoir dormi sous un pont
- Douleur pour tous les jeunes et toutes les familles qui malgré des dizaines de tentatives n'arrivent pas à obtenir un RDV CASNAV
- Douleur pour les jeunes scolarisés au lycée <<abbé Grégoire ou Corbon ou Erik Satie et qui parce qu'ils n'ont pas droit au passe navigo comme tous les élèves parisiens fraudent chaque jour, se font contrôler, arrivent en retard à l'école--Douleur pour les 200 et quelques jeunes qui ont passé les tests casnav, certains depuis début janvier et attendent toujours une affectation en UPE2A ou en CAP ou Bac pro
- Douleur pour les jeunes qui ont subi et subissent homophobie et maltraitance au lycée Stanislas et qui constatent qu'au plus haut sommet du ministère des hauts fonctionnaires agissent pour camoufler les dérives de leur établissement
- Douleur pour les familles et prof-fes des 3 jeunes qui sont morts en stage ces deux derniers mois. Axel, 15 ans, tué il y a une semaine était en stage de seconde. Ces morts tragiques doivent alerter toute la communauté éducative sur le nombre de jeunes ayant trouvé la mort sur leur lieu de stage d'observation, de période de formation en milieu professionnelle, ou sur leur lieu de travail. Les élèves ne doivent pas être de la chair à patron, exposés aux risques, alors qu'ils ou elles restent en situation d'apprentissage. Ces

dernier·ères se retrouvent trop souvent dans des situations où le droit du travail n'est pas respecté, exposé·es à des risques professionnels mal évalués et face auxquels ils ou elles ne sont pas formé·es.

-Douleur pour notre collègue Mélanie Grapinet, assistante d'éducation assassinée dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'elle devait participer à une opération de fouille de sac, mesure sécuritaire inutile, stigmatisante et anxiogène auxquelles les AED ne devraient pas être associé·es.

- Douleur et mépris pour les personnels et les élèves de la voie professionnelle auxquels a été imposée la réforme désastreuse de l'année de terminale bac pro qui n' a eu pour conséquence que de faire décrocher des élèves qui n'étaient pas encore décrocheurs.

Ces souffrances que nous avons évoquées pêle mêle ne sont pas anecdotiques mais systémiques.

Certaines relèvent de choix politiques qui font que pour préserver et même accentuer les privilèges et le confort de vie d'une minorité l'Etat préfère réduire toujours un peu plus les dépenses publiques et donc attaquer le service public.

Ainsi le budget 2025 et les annonces pour 2026 prévoient des coupes massives : 40 milliards d'euros d'économies, au détriment des services publics. L'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et la culture sont ciblés. Les établissements n'ont plus aucune marge pour fonctionner, les projets se feront donc sans moyens car les personnels sont exploitables à merci. Le gouvernement attaque aussi les droits des agent·es publics, notamment par la baisse des indemnités en cas de congé maladie. Le rectorat n'est en rien décisionnaire dans ces choix politiques mais il applique sans sourciller mais dans les établissements scolaires, les conditions matérielles se dégradent, aggravant les inégalités.

Quand il s'agit d'aggraver les inégalités dans un systèmes déjà inégalitaire, ce sont évidemment pas les premiers de cordée qui subissent le plus.. La liste des personnels et élèves en souffrance faite dans cette déclaration n'est malheureusement pas exhaustive.

Ces souffrances sont de plus décuplées dans bien des cas par un fort sentiment d'injustice. En effet, nous l'avons maintes fois souligné, l'asymétrie de traitement règne au rectorat de Paris, comme partout dans ce pays.

Nous avons maintes fois dénoncé l'asymétrie de traitement liée au racisme et à l'islamophobie qui gangrènent ce pays.

Nous ne pouvons taire non plus l'asymétrie de traitement liée à la position dans la hiérarchie. Pierre Bourdieu écrivait que "Le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée". Si cela est indéniable, et les traitements des aesh et aed en sont la preuve, l'asymétrie de traitement des agent·es selon leur position hiérarchique

Nous allons pour cela revenir sur le lycée Jenatzy et le nouveau chef d'établissement qui leur est attribué. Ce nouveau chef d'établissement a été mis en cause dans plusieurs des établissements scolaires qu'il a dirigés pour des propos sexistes et du harcèlement sur du personnel féminin. Plusieurs articles ont été publiés à ce propos dans le Parisien notamment. Monsieur Barle alerté sur cette situation s'est déplacé à Jenatzy et les personnels

ont pu dire à M. Barle les motifs légitimes de leurs craintes que les agissements passés de M. T ne se reproduisent dans leur établissement.

Ces agissements, rappelons-le, relevaient de propos et actes absolument condamnables. Pour n'en citer que deux : « Tu ressembles à Catwoman dans ton jean serré » à une collègue femme ; une collègue gestionnaire appelée « ma chérie ».

Propos et actes rapportés dans des articles de titres de presse sérieux – Le Parisien, – et qui ne peuvent pas être tenus pour de simples rumeurs.

A ce titre, les craintes des personnels du Lycée professionnel Camille Jenatzy sont encore une fois absolument légitimes. Elles ne peuvent ni être ignorées, ni être méprisées.

M. Barle a indiqué que M. T reconnaissait les faits – graves – et les regrettait. C'est à ce titre qu'il n'a pas été sanctionné.

Notre syndicat s'étonne de cette assurance et de l'insouciance avec laquelle le rectorat envoie dans un établissement où il n'y aura pas d'adjoint pour équilibrer et avoir un droit de regard plus horizontal.

Apparemment mieux vaut dans ce pays tenir des propos sexistes à ses subordonnées que faire une minute de silence en mémoire des victimes de Gaza ou déployer une banderole pour dénoncer ce génocide.

Hannah Arendt a dit que "La mort de l'empathie humaine est l'un des premiers signes et le plus

révélateur d'une culture sur le point de sombrer dans la barbarie " Nous terminerons donc cette dernière déclaration liminaire en leur rendant hommage et appelons l'ensemble des personnels à se rassembler à République à 14h contre le génocide à Gaza et contre la répression des qui s'abat sur les voix qui apportent leur soutien au peuple palestinien.